



Déclaration liminaire au CTL du 29 novembre 2016

Plus du quart des agents des Finances publiques étaient en grève le 15 novembre pour imposer leurs revendications et notamment l'arrêt des restructurations continues et des suppressions d'emplois qui pourrissent leur quotidien et rendent les conditions d'exercice des missions chaque jour plus difficiles. C'est donc avec force qu'ils ont fait le choix de perdre une journée de salaire afin d'envoyer un message clair à leur Directeur général et au ministre.

Depuis maintenant plusieurs années, les suppressions massives d'emplois aux Finances publiques accompagnées de restructurations permanentes, mettent en danger la santé des agents et les missions qu'ils exercent. Ils ont parfois tellement à cœur de remplir leurs missions de service public qu'ils travaillent sans être payés perdant ainsi de nombreuses heures chaque mois (heures supplémentaires non payées ou non récupérables). Ces situations sont de plus en plus fréquentes et si elles montrent l'attachement des agents au service public, elles mettent aussi en avant le mépris du ministre et du directeur général.

Dans ce contexte, les personnels restent bien décidés à se faire entendre auprès de leurs gouvernants frappés de quelques soucis auditifs. A Tarbes, les agents ont d'ailleurs décidé de reconduire la grève de manière tournante. Réponse de la Direction : « il y aura des sanctions ! ». Est-ce là un tel aveu de faiblesse que le pouvoir brandit la carte de la répression et des privations de libertés fondamentales ?

Du haut de leurs fauteuils dorés, Premier ministre, Ministre et Directeur général doivent entendre le cri de colère des personnels qui ne demandent qu'à exercer leurs métiers dans de bonnes conditions au service de la population. La situation ne peut plus durer et des décisions doivent être prises en termes d'emploi, de carrière, de rémunération, de conditions de travail, etc pour ne pas retourner au 19e siècle !

Dans le Val d'Oise, plusieurs points du TBVS sont inquiétants. Depuis plusieurs années, ils sont symptomatiques d'un malaise profond au sein des services : le nombre d'arrêts maladie, l'alimentation de CET et les écrêtements. Malaise également palpable au regard de l'actualisation du DUERP dont 32 % des risques recensés concernent les risques psycho-sociaux.

La mise en place de l'accueil sur rendez-vous nous laisse dubitatifs, surtout lorsqu'elle est motivée de manière hypocrite pour améliorer la qualité de service aux usagers. Nous vous répétons qu'il s'agit là d'un réel et inquiétant recul du service public et non une avancée. L'égalité de traitement dont est garante l'administration disparaît peu à peu. De plus, la détérioration du-dit accueil n'est-elle pas du fait de la direction qui ne met pas les moyens à hauteur des besoins ? Les collègues d'accueil nous alertent sur leurs conditions de travail et n'en peuvent plus depuis bien longtemps. La direction va-t-elle avoir le toupet d'arriver tel le messie ? Vous avez l'indécence de nous servir un discours politique auquel personne ne croit ! Nous en avons soupé de tout ça au point d'en avoir la nausée !